

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

incluant

- Rapport semestriel d'activité 2020
- Etats financiers consolidés condensés au 30 juin 2020
- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020
- Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel 2020



ECA SA

262 RUE DES FRÈRES LUMIERES

83 130 LA GARDE

www.ecagroup.com

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2020

Extrait du communiqué de presse diffusé le 22 septembre 2020

RÉSULTATS SEMESTRIELS 2020

- Impact de la crise sanitaire sur l'activité et les résultats du premier semestre
- Maintien d'une bonne dynamique commerciale
- Flux de trésorerie opérationnelle en hausse grâce à l'évolution favorable du besoin en fonds de roulement
- Projet de fusion entre Groupe Gorgé et sa filiale ECA précédé d'un projet d'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) sur les actions d'ECA dans le cadre du programme de rachat d'actions

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Variation
Carnet de commandes	531,0	545,5	-2,7 %
Chiffre d'affaires	43,1	57,1	-24,5 %
EBITDA ¹	5,3	9,9	-46,8 %
Marge d'EBITDA (%)	12,2 %	17,3 %	-512 pb
Résultat d'exploitation ²	0,8	4,2	-81,8 %
Résultat opérationnel	(0,9)	3,8	-4,7 M€
Résultat financier	0,2	0,2	-0,1 M€
Impôt sur le résultat	(0,6)	(0,7)	+0,1 M€
Résultat net part du Groupe	(1,5)	3,2	-4,7 M€

Comme déjà annoncé, le **chiffre d'affaires** du premier semestre 2020 est fortement pénalisé par la pandémie de la Covid-19. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2020 du groupe ECA ressort en retrait de 24,5 % à 43,1 millions d'euros, dont une baisse de 42,8 % au deuxième trimestre 2020. Cette baisse s'explique à la fois par la forte contraction du marché de l'aéronautique, l'impact du confinement sur l'activité malgré les plans de continuité des opérations et un effet de base, le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 étant d'un niveau élevé.

Au 30 juin 2020, le **carnet de commandes** du Groupe s'établit à un niveau élevé de 531 millions d'euros, en hausse de +3,1 % par rapport au 31 mars 2020, illustrant le maintien d'un bon dynamisme commercial au deuxième trimestre 2020.

Le Groupe conserve une marge d'EBITDA à deux chiffres à 12,2 % du chiffre d'affaires. L'EBITDA est affecté par la baisse d'activité induite par la crise sanitaire de la Covid-19, partiellement compensé par l'effet des actions de réduction des coûts et la mise en œuvre des dispositifs d'aide du gouvernement (chômage partiel), en particulier dans le pôle Aérospatial.

Le **résultat d'exploitation** est de 0,8 million d'euros au premier semestre 2020, contre 4,2 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les autres éléments du résultat opérationnel sont de -1,7 million d'euros au premier semestre 2020, contre -0,4 million d'euros au premier semestre 2019, sans effet cash. Du fait du contexte particulier de la crise sanitaire, le Groupe a procédé cet été à des revues exigeantes de la valeur de l'ensemble de ses actifs. Des pertes de valeur ont été constatées pour 1,7 million d'euros au titre de projets de R&D. Le **résultat opérationnel** s'établit donc à -0,9 million d'euros, contre 3,8 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les **charges et produits financiers** sont stables à 0,2 million d'euros ce semestre.

Le **résultat net part du Groupe** ressort à -1,5 million d'euros, comparé à 3,2 millions d'euros au premier semestre 2019.

¹ Résultat opérationnel avant « dotations nettes aux amortissements et provisions » et « autres éléments du résultat opérationnel ».

² Résultat opérationnel avant « autres éléments du résultat opérationnel ».

Performance par pôle

<i>(en millions d'euros)</i>		S1 2020	S1 2019	Variation
Robotique	Chiffre d'affaires	31,1	38,4	-18,9 %
	EBITDA	5,3	8,8	-39,4 %
	Marge d'EBITDA (%)	17,1 %	22,9 %	-579 pb
Aérospatial	Chiffre d'affaires	12,0	18,7	-36,1 %
	EBITDA	0,3	1,1	-72,6 %
	Marge d'EBITDA (%)	2,5 %	5,9 %	-338 pb

Dans le pôle **Robotique**, le chiffre d'affaires est en recul de 18,9 % à 31,1 millions d'euros au premier semestre 2020, dont une baisse de 36,7 % au deuxième trimestre 2020. Ce recul est essentiellement dû à un effet de base défavorable mais aussi à un trimestre marqué par une charge plus dense en phases d'études que de production sur les projets en cours d'exécution. Le confinement a eu un impact limité sur l'activité, des solutions ayant été rapidement mises en œuvre pour assurer la continuité des activités de bureaux d'études.

Le carnet de commandes du pôle s'élève à 508,9 millions d'euros au 30 juin 2020, en hausse de +2,8 % par rapport au 31 mars 2020. Au cours du deuxième trimestre, le pôle a enregistré des succès commerciaux significatifs, notamment un contrat d'environ 4 millions d'euros pour la livraison de la console de pilotage pour le sous-marin sud-coréen JANGBOGO III, ainsi qu'un contrat de près de 20 millions d'euros à l'export pour la modernisation de robots de lutte contre les mines.

Le pôle maintient une marge d'EBITDA à deux chiffres à 17,1 % du chiffre d'affaires malgré le contexte de crise sanitaire. L'EBITDA du pôle ressort à 5,3 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de -39,4%.

Dans le pôle **Aérospatial**, le chiffre d'affaires s'inscrit en recul de 36,1 % au premier semestre 2020, à 12 millions d'euros. La crise sanitaire a entraîné une forte et rapide réduction de l'ensemble des activités auprès des clients aéronautiques.

Le carnet de commandes du pôle s'établit à 22,1 millions d'euros au 30 juin 2020, en hausse de +9,1 % par rapport au 31 mars 2020. Les prises de commandes du deuxième trimestre 2020 sont stables par rapport au deuxième trimestre 2019, notamment avec une commande de plus de 3 millions d'euros pour des moyens de test pour des lignes d'assemblage aéronautiques. Cette commande était en négociation depuis de nombreux mois.

L'EBITDA du pôle est de 0,3 million d'euros, contre 1,1 million d'euros au premier semestre 2019. La perte induite par la baisse de l'activité est en partie compensée par le dispositif de chômage partiel. La marge d'EBITDA ressort à 2,5 % au premier semestre 2020.

Situation financière

Les **flux de trésorerie générés par l'activité** s'élèvent à 6,2 millions d'euros au premier semestre 2020, en amélioration de +1,7 million d'euros par rapport au premier semestre 2019. La baisse de la capacité d'autofinancement est compensée par une amélioration du besoin en fonds de roulement de +1,9 million d'euros qui bénéficie de dispositifs de reports de charges sociales sur le second semestre.

Les **investissements** atteignent un niveau élevé de 4,5 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 1,5 million d'euros au premier semestre 2019, en raison de la R&D réalisée dans le cadre du projet belgo-néerlandais.

La trésorerie a été renforcée par des Prêts Garantis par l'État (PGE) pour 9,7 millions d'euros. Au 30 juin 2020, la trésorerie disponible s'élève à 24,6 millions d'euros. Les 40 millions d'euros de lignes de crédit confirmées ne sont utilisées qu'à hauteur de 16,5 millions d'euros. La dette financière nette ressort à 7,8 millions d'euros, contre 4,2 millions d'euros 31 décembre 2019.

Perspectives 2020

Le contexte sanitaire et macroéconomique reste incertain, en particulier dans le pôle Aérospatial qui pourrait rester durablement impacté. Dans ce contexte, un plan de restructuration va être mis en œuvre dans l'activité de production de lignes d'assemblages et le plan de mise en œuvre de synergies commerciales et technologiques entre ses pôles, engagé par le Groupe en 2018, va être accéléré.

Comme annoncé en juillet dernier, ECA attend au troisième trimestre 2020 un contrat de plus de 20 millions d'euros pour la fourniture de systèmes de robots de guerre des mines auprès d'un client à l'export. Ce nouveau projet d'une durée de quatre années traduit la dynamique solide des technologies du Groupe.

Projet de fusion ECA & Groupe Gorgé et OPAS sur ECA

Groupe Gorgé, actionnaire majoritaire d'ECA et ECA annoncent ce jour un projet de fusion-absorption par Groupe Gorgé de sa filiale ECA. Le principe de cette opération a été approuvé, le 21 septembre 2020 par le Conseil d'administration d'ECA et le 22 septembre 2020 par le Conseil d'administration de Groupe Gorgé, sur la base d'une parité indicative de 9 actions Groupe Gorgé pour 5 actions ECA basée sur une approche multicritères.

Avec ce projet de fusion-absorption, Groupe Gorgé confirme sa volonté d'accompagner le développement d'ECA sur le long terme. La fusion permettrait en particulier d'unifier et de simplifier la structure de Groupe Gorgé en supprimant la double cotation de Groupe Gorgé et ECA. Elle donnerait accès à une liquidité renforcée aux actionnaires d'ECA, par une augmentation de la taille du flottant, ce qui favoriserait l'intérêt potentiel des investisseurs français et internationaux pour le Groupe. Elle permettrait également une économie de coûts.

Préalablement à cette opération de fusion-absorption, le Conseil d'administration d'ECA a décidé d'initier une offre publique d'achat simplifiée (« OPAS ») sur ses propres titres qui sera réalisée dans le cadre de son programme de rachat, tel qu'autorisé par l'Assemblée générale du 5 juin 2020.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2020

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2020	30/06/2019*	31/12/2019
ACTIFS NON COURANTS		65 087	62 176	62 531
Écarts d'acquisition	6.1	17 079	17 079	17 079
Immobilisations incorporelles	6.2 - 6.4	24 485	20 865	21 179
Immobilisations corporelles	6.3	18 469	19 209	19 022
Participations dans les entreprises associées	8.5	5	5	5
Autres actifs financiers	8.6	2 645	2 731	2 610
Actifs d'impôt différé	9.2	2 404	2 286	2 636
ACTIFS COURANTS		127 285	117 594	120 223
Stocks nets	4.2	24 472	20 593	20 996
Créances clients nettes	4.3	13 864	28 052	23 542
Actifs sur contrats	4.3	40 287	38 977	35 202
Autres actifs courants	4.4	9 905	9 811	9 132
Actifs d'impôt exigible	9.1	14 184	13 928	15 672
Autres actifs financiers courants		-	9	12
Trésorerie et autres équivalents	8.2	24 572	6 225	15 667
ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF		192 372	179 769	182 754

* Dans les comptes au 30 juin 2019 publiés, les actifs reconnus dans le cadre de la première application d'IFRS 16 (Contrats de location) avaient été classés sur une ligne « Droits d'utilisation », sous les « Immobilisations corporelles », de même que les coûts d'obtention de contrats avaient été classés sur une ligne distincte du bilan actif. Conformément aux pratiques de place, les droits d'utilisation ont été reclassés en « Immobilisations corporelles » et les coûts d'obtention de contrats en « Immobilisations incorporelles ».

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Passif et capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		76 902	77 116	81 892
Capital ⁽¹⁾	10.1	4 429	4 429	4 429
Primes ⁽¹⁾		41 441	41 441	41 441
Réserves et résultat consolidés		31 032	31 246	36 022
INTÉRÊTS MINORITAIRES		463	362	452
PASSIFS NON COURANTS		19 624	20 852	20 416
Provisions long terme	5.2	5 113	5 347	5 298
Dettes financières à long terme - à plus d'un an	8.1	6 396	6 352	6 403
Dettes de loyer – à plus d'un an	8.3	7 261	8 511	7 933
Autres passifs financiers	8.4	588	343	516
Impôts différés	9.2	-	-	-
Autres passifs non courants		266	300	266
PASSIFS COURANTS		95 381	81 439	79 995
Provisions court terme	11	3 136	2 824	3 435
Dettes financières à long terme - à moins d'un an	8.1	27 823	11 512	15 907
Dettes de loyer – à moins d'un an	8.3	1 683	1 788	1 719
Dettes fournisseurs d'exploitation	4.5	23 705	23 193	23 277
Passifs sur contrats	4.3	11 744	16 575	12 571
Autres passifs courants	4.5	27 291	25 548	22 965
Passifs d'impôt exigible	9.1	-	-	121
PASSIFS DESTINÉS À LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DU PASSIF		192 372	179 769	182 754

⁽¹⁾ De l'entreprise mère consolidante.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	30/06/2019*	31/12/2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.2	43 081	57 098	112 486
Production immobilisée		3 382	1 265	3 580
Production stockée		1 828	1 846	2 877
Autres produits d'exploitation		1 926	2 303	4 496
Achats consommés		(24 025)	(31 818)	(62 154)
Charges de personnel		(20 514)	(21 080)	(41 044)
Impôts et taxes		(335)	(560)	(1 101)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	4.1	(4 502)	(5 716)	(10 823)
Autres charges d'exploitation nettes des produits		(80)	845	1 614
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		761	4 182	9 932
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		-	-	-
Autres éléments du résultat opérationnel	3.1	(1 664)	(411)	(333)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		(903)	3 772	9 599
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(155)	(91)	(214)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		-	3	3
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (a)	8.7	(155)	(88)	(211)
Autres produits financiers (b)		345	387	402
Autres charges financières (c)		(23)	(61)	(271)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (d=a+b+c)	8.7	167	238	(80)
Impôt sur le résultat	9.1	(632)	(717)	(1 255)
RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		(1 367)	3 293	8 263
Résultat net des activités non poursuivies		-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(1 367)	3 293	8 263
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MÈRE		(1 490)	3 206	8 084
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		123	87	179

Nombre moyen d'actions	10.2	8 782 016	8 781 765	8 782 016
Résultat net par action de base et dilué, en euros	10.2	(0,170)	0,365	0,921

* Dans les comptes au 30 juin 2019 publiés, les charges d'intérêts des dettes de loyers reconnues en application d'IFRS 16 étaient classées en « Autres charges financières » et sont désormais classées en « Intérêts financiers relatifs à la dette brute ».

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
RÉSULTAT NET	(1 367)	3 293	8 263
Écarts de conversion	(12)	(1)	(18)
Impôts sur écarts de conversion	-	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	159	(484)	(420)
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(40)	121	105
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	107	(364)	(333)
- <i>dont éléments recyclables ultérieurement en résultat</i>	107	(364)	(333)
- <i>dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat</i>	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	(1 260)	2 929	7 931
RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MÈRE	(1 392)	2 851	7 763
RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	132	78	168

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(1 367)	3 293	8 263
Charges et produits calculés	5 341	3 489	8 004
Plus et moins-values de cessions	-	(36)	1 092
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (avant neutralisation du cout de l'endettement financier net et des impôts)	3 973	6 746	17 360
Coût de l'endettement financier net	155	54	211
Charge d'impôt	632	717	1 255
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (après neutralisation du cout de l'endettement financier net et des impôts)	4 760	7 516	18 826
Impôts versés	(440)	(982)	(1 887)
Variation du besoin en fonds de roulement	1 871	(2 055)	1 060
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)	6 190	4 479	17 999
Opérations d'investissement			
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles	(3 424)	(1 163)	(3 886)
Décassement / acquisition immobilisations corporelles	(1 055)	(1 160)	(2 641)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles	3	50	228
Décassement / acquisition immobilisations financières	(48)	(42)	(143)
Encaissement / cession immobilisations financières	12	13	234
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	-	797	797
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(4 512)	(1 506)	(5 412)
Opérations de financement			
Augmentations de capital ou apports	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	(3 513)	-	(3 513)
Dividendes versés aux minoritaires	(111)	(46)	(49)
Encaissements provenant d'emprunts	12 791	1 000	4 750
Remboursement d'emprunts	(1 783)	(3 762)	(4 047)
Coût de l'endettement financier net	(151)	(49)	(167)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	7 233	(2 855)	(3 027)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS POURSUIVIES (D= A+B+C)	8 911	118	9 560
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies	-	-	-
VARIATION DE TRÉSORERIE	8 911	118	9 560
<i>Incidence des variations de taux de change</i>	(3)	1	3
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	15 667	6 096	6 096
Reclassement de trésorerie ⁽¹⁾	(15)	8	9
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	24 560	6 224	15 667

⁽¹⁾ lié au reclassement des actions propres .

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d' auto-contrôle	Réserves et résultats consolidés hors auto-contrôle	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE 2018	4 429	41 441	(897)	32 810	77 783	333	78 117
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	4	4	-	4
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	21	-	21	-	21
Dividendes	-	-	-	(3 543)	(3 543)	(49)	(3 592)
<i>Résultat net de l'exercice</i>	-	-	3 376	3 206	87	3 293	3 206
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-	-	(354)	(354)	(10)	(364)	(354)
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	-	-	3 022	2 851	78	2 929	2 851
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE JUIN 2019	4 429	41 441	(1 045)	32 291	77 116	362	77 478

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d' auto-contrôle	Réserves et résultats consolidés hors auto-contrôle	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE 2019	4 429	41 441	(1 044)	37 066	81 892	451	82 344
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	(72)	(72)	-	(72)
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	(21)	-	(21)	-	(21)
Dividendes	-	-	-	(3 513)	(3 513)	(120)	(3 632)
<i>Résultat net de l'exercice</i>	-	-	6	(1 496)	(1 490)	123	(1 367)
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-	-	-	98	98	10	107
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	-	-	6	(1 399)	(1 392)	132	(1 260)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	7	7	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE JUIN 2020	4 429	41 441	(1 058)	32 090	76 902	463	77 366

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

Les comptes semestriels consolidés condensés de ECA couvrent une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2020. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 21 septembre 2020.

Le Groupe constate des variations saisonnières de ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année ; en 2020 c'est d'autant plus vrai que le deuxième trimestre a été marqué par la crise sanitaire.

Les faits marquants du premier semestre sont développés dans le rapport d'activité.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Impacts de la crise sanitaire sur les comptes semestriels

Le premier semestre 2020 a été fortement touché par la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. La crise affecte le groupe, comme toutes les entreprises.

Dans ce contexte, plusieurs décisions ont été prises pour soutenir nos activités. Ces différentes mesures ont été mises en œuvre avec comme priorités la préservation de la santé et la sécurité de tous nos collaborateurs et de nos parties prenantes, l'adaptation de nos activités pour poursuivre les services à nos clients en préservant la trésorerie du groupe, la préservation de la liquidité du groupe.

A - Impacts sur l'activité

Comme dans la très grande majorité des entreprises, la pandémie a affecté notre activité sur le premier semestre.

La fermeture de nombreux sites de nos clients ou la non-disponibilité des interlocuteurs requis chez les clients ainsi que des pertes de productivité (réorganisations, retards) ont engendré des retards sur plusieurs de nos projets. Des livraisons ont ainsi dû être décalées sur les périodes suivantes.

L'impact le plus important porte naturellement sur le pôle « Aérospatial ». Plusieurs commandes et livraisons ont ainsi été repoussées voire annulées par manque de visibilité chez nos clients. Le secteur aéronautique fait en effet partie de ceux les plus touchés par la crise. Les clients du secteur ont ralenti les commandes. Nombre de leurs investissements initialement prévus en 2020 ou 2021 devraient être reportés ou supprimés.

B - Adaptation de l'outil de production

Avec pour objectifs la continuité de l'activité et du service auprès de nos clients, plusieurs mesures d'adaptation de nos méthodes de travail ainsi que de maintien de l'emploi ont été prises au sein du groupe.

Le télétravail de nos collaborateurs a ainsi été encouragé et adopté dans la mesure du possible. Quand cela n'était pas réalisable (interventions chez des clients ou activités de production), l'activité a été assurée dans le respect absolu de la santé et la sécurité des collaborateurs avec notamment :

- la mise en place de mesures barrières strictes dans nos modes de travail (réorganisation des espaces communs, des espaces de travail, des sens de circulation dans les locaux ...) ;
- l'achat d'équipements de protection sanitaire (masques chirurgicaux, gels hydroalcooliques etc.).

Par ailleurs, afin d'adapter autant que possible la structure de coûts aux ajustements de la production engendrés par la crise, le Groupe a pu recourir aux différents dispositifs de soutien existants mis en place par le gouvernement. Les filiales ont notamment pu bénéficier des mesures de chômage partiel afin de faire face à la baisse d'activité ou l'impossibilité de travailler de certains de nos collaborateurs. Les bénéfices du chômage partiel sont enregistrés en réduction des coûts de personnel.

C - Impacts sur les autres éléments courants de l'activité

L'impact de la crise sanitaire a été pris en considération sur notre activité courante en préparant des plans de réduction des coûts, mais sans impact significatif sur la période. En revanche certaines dépenses ont été de fait revues à la baisse dans le contexte de la crise, parfois de manière significative. Ces économies directement intégrées dans le résultat d'exploitation concernent principalement (i) les frais de déplacement réduits de façon très importante notamment à l'international et (ii) les coûts de salons qui ont été reportés ou annulés ainsi que les coûts de communication et marketing afférents.

Les dirigeants du groupe ont volontairement revu leurs rémunérations à la baisse pendant le confinement, en solidarité avec les collaborateurs en chômage partiel. Les économies réalisées seront reversées à des associations d'entraide familiale des armées.

D - Suivi de la valeur des actifs

L'impact de la crise sanitaire a été pris en compte dans les tests de valorisation de nos actifs selon les modalités décrites en note 6.4 de l'annexe aux comptes consolidés. Le résultat des analyses est détaillé dans la note mentionnée.

Un suivi attentif a aussi été réalisé sur les éventuels impacts de la pandémie sur la valorisation des créances clients, des stocks, des impôts différés actifs. Il n'a pas été identifié de risque nouveau significatif à ce titre.

E - Renforcement de la liquidité du groupe

Dès les premières mesures de confinement prises, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour renforcer sa liquidité :

- des tirages ont été effectués sur l'ensemble des lignes de crédit confirmées disponibles (40 millions d'euros). Ces tirages n'ont ensuite pas été renouvelés systématiquement ;
- plusieurs filiales ont eu recours à des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un total de 9,7 millions d'euros ;
- de nombreux reports de charges fiscales et sociales ont aussi été immédiatement mis en place avec les administrations publiques. Ces reports sollicités dès mars ont pour l'essentiel été rattrapés avant le 30 juin.

Enfin, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale de juin un dividende stable par rapport à l'exercice précédent, alors que la proposition initialement communiquée était une augmentation à 0,50 euro par action.

1.2 Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils figurent dans le Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 avril 2020 sous le numéro D.20-0272.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2020. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le Groupe a appliqué l'ensemble des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- les amendements à IAS 1 et IAS 8 - Définition du terme significatif ;
- les amendements aux références au cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 (phase 1) - Réforme des taux d'intérêts de référence ;
- les amendements à IFRS 3 - Définition d'une activité.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2020 ou dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2020 :

- amendements d'IAS 1 - Classification des passifs courants et non-courants ;
- amendements d'IFRS 3 - Définition d'une entreprise ;
- amendements d'IAS 16 - Immobilisations corporelles ;
- amendements d'IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ;
- amendements aux améliorations annuelles des IFRS 2018-2020 ;
- amendements IFRS 16 - Allègements de loyer liés à la COVID-19 « contrats de location » ;
- amendements IFRS 4, IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 phase 2.

1.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2019 (Document d'Enregistrement Universel déposé auprès de l'AMF le 8 avril 2020).

NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste complète des sociétés consolidées figure en note 14.

Le groupe n'a pas connu de variation significative de périmètre de consolidation au cours du semestre autres que :

- la fusion entre les filiales ECA FAROS et ECA ROBOTICS le 3 juin 2020 ;
- la création de MAURIC BELGIUM, filiale de MAURIC.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le *reporting* interne utilisé par la Direction générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Les deux pôles définis comme secteurs opérationnels sont les suivants (principales sociétés) :

- pôle Robotique : ECA ROBOTICS, MAURIC, ECA ROBOTICS BELGIUM, ECA FAROS ;
- pôle Aerospace : ECA AEROSPACE et ECA AUTOMATION .

Les indicateurs clés par pôle présentés dans les tableaux ci-après sont les suivants :

- le carnet de commandes, qui correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre des commandes enregistrées ;
- le chiffre d'affaires, qui inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles ;
- l'EBITDA ;
- le résultat d'exploitation ;
- le résultat opérationnel ;
- les frais de Recherche et de Développement inscrits à l'actif au cours de l'exercice ;
- les autres investissements corporels et incorporels.

3.1 Réconciliation des indicateurs non strictement comptables et sectoriels avec le résultat opérationnel consolidé

Le Groupe utilise des informations financières sectorielles à caractère non strictement comptable, dans un but informatif, de gestion et de planification, car ces informations lui semblent pertinentes pour évaluer la performance de ses activités pérennes. Ces informations complémentaires ne peuvent se substituer à toute mesure des performances opérationnelles et financières à caractère strictement comptable.

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- les impôts sur les résultats.

Pour améliorer la comparabilité des exercices et améliorer le suivi des performances opérationnelles, le Groupe a décidé d'isoler les éléments non courants du résultat opérationnel et de faire apparaître un « Résultat d'exploitation ». Il utilise également un indicateur d'EBITDA. Ces indicateurs non strictement comptables ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

- Les autres éléments du résultat opérationnel sont des éléments non courants qui incluent notamment le coût des actions de restructuration, constaté ou intégralement provisionné, dès lors qu'il constitue un passif résultant d'une obligation du Groupe vis-à-vis de tiers ayant pour origine une décision prise par un organe compétent matérialisé avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés et à condition que le Groupe n'attende plus de contrepartie de ces coûts. Ces coûts sont essentiellement constitués d'indemnités au titre de la fin des contrats de travail, des indemnités de licenciement, ainsi que de dépenses diverses. Les autres éléments non courants du résultat opérationnel concernent les coûts d'acquisition et de cessions d'activités, l'amortissement des incorporels acquis enregistrés dans le cadre de regroupements d'entreprises, les pertes de valeur des écarts d'acquisition et tous éléments inhabituels par leur survenance ou leur montant.
- L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization*) est défini par le Groupe comme étant le résultat opérationnel avant amortissements, provisions, pertes de valeurs, quote-part dans les résultats des entreprises associées et autres éléments non courants du résultat opérationnel.

Les comptes de résultat sectoriels 2020 et 2019 sont rapprochés ci-dessous des comptes consolidés du Groupe. Ils sont établis conformément au *reporting* opérationnel du Groupe.

Les agrégats entre le résultat opérationnel et le résultat net ne sont pas suivis par secteurs dans le *reporting* opérationnel du Groupe.

1^{ER} SEMESTRE 2020

(en milliers d'euros)	Aerospace	Robotique	Structure et éliminations	Consolidé
-----------------------	-----------	-----------	---------------------------	-----------

Carnet de commandes début de période	21 318	505 026	-	526 343
Carnet de commandes fin de période	22 124	508 871	(21)	530 974
CHIFFRE D'AFFAIRES	11 958	31 144	(21)	43 081
Production immobilisée	358	3 024	-	3 382
Production stockée	259	1 569	-	1 828
Autres produits de l'activité	302	1 624	-	1 926
Achats consommés	(7 343)	(16 937)	255	(24 025)
Charges de personnel	(5 256)	(14 642)	(615)	(20 514)
Impôts et taxes	5	(330)	(10)	(335)
Autres produits et charges d'exploitation	21	(123)	21	(80)
EBITDA	304	5 329	(369)	5 263
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>2,5%</i>	<i>17,1%</i>	<i>n/a</i>	<i>12,2%</i>
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(1 028)	(3 565)	91	(4 502)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(725)	1 764	(278)	761
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-6,1%</i>	<i>5,7%</i>	<i>n/a</i>	<i>1,8%</i>
Amortissement des incorporels reconnus à la JV lors des acquisitions	-	(11)	-	(11)
Provisions inhabituelles pour pertes de valeur d'actifs	(681)	(972)	-	(1 653)
Totaux des autres éléments du résultat opérationnel	(681)	(983)	-	(1 664)
RESULTAT OPERATIONNEL	(1 405)	781	(278)	(903)
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-11,8%</i>	<i>2,5%</i>	<i>n/a</i>	<i>-2,1%</i>
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	281	2 950	-	3 231
Autres investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	205	1 005	38	1 248

⁽¹⁾ N'inclut ni les coûts d'obtention et d'exécution de contrats (IFRS 15, intégrés dans le BFR) ni les droits d'utilisation nouveaux (IFRS 16).

<i>(en milliers d'euros)</i>	Aerospace	Robotique	Structure et éliminations	Consolidé
Carnet de commandes début de période	23 244	97 022	-	120 267
Carnet de commandes fin de période	26 245	519 252	(17)	545 481
CHIFFRE D'AFFAIRES	18 720	38 408	(30)	57 098
Production immobilisée	186	1 079	-	1 265
Production stockée	594	1 252	-	1 846
Autres produits de l'activité	250	2 053	-	2 303
Achats consommés	(12 266)	(20 192)	643	(31 819)
Charges de personnel	(6 197)	(14 257)	(630)	(21 080)
Impôts et taxes	(199)	(353)	(8)	(560)
Autres produits et charges d'exploitation	20	807	19	845
EBITDA	1 108	8 797	(6)	9 898
<i>% du chiffre d'affaires</i>	5,9%	22,9%	n/a	17,3%
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(1 253)	(4 556)	90	(5 716)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(144)	4 241	84	4 182
<i>% du chiffre d'affaires</i>	-0,8%	11,0%	n/a	7,3%
Coûts de restructurations	(268)	(31)	-	(299)
Amortissement des incorporels reconnus à la JV lors des acquisitions	-	(111)	-	(111)
Totaux des autres éléments du résultat opérationnel	(268)	(142)	-	(411)
RESULTAT OPERATIONNEL	(413)	4 099	84	3 772
<i>% du chiffre d'affaires</i>	-2,2%	10,7%	n/a	6,6%
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	146	990	-	1 136
Autres investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	745	271	174	1 189

⁽¹⁾ N'inclut ni les coûts d'obtention et d'exécution de contrats (IFRS 15, intégrés dans le BFR) ni les droits d'utilisation nouveaux (IFRS 16).

3.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

1^{ER} SEMESTRE 2020

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Totaux
Aerospace	7 486	63%	2 336	20%	2 137	18%	11 958
Robotique	18 944	61%	7 325	24%	4 875	16%	31 144
Structure et éliminations	(21)	100%	-	-	-	-	(21)
TOTAUX	26 409		9 660		7 012		43 081
%	61%		22%		16%		100%

1^{ER} SEMESTRE 2019

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Totaux
Aerospace	12 571	67%	2 587	14%	3 563	19%	18 720
Robotique	13 614	35%	6 517	17%	18 277	48%	38 407
Structure et éliminations	(31)	100%	-	0%	-	0%	(31)
TOTAUX	26 155		9 103		21 840		57 098
%	46%		16%		38%		100%

NOTE 4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
immobilisations incorporelles	(1 824)	(2 099)	(4 011)
immobilisations corporelles	(1 279)	(1 082)	(2 018)
droits d'utilisation	(906)	(1 166)	(2 087)
coûts d'obtention et d'exécution de contrats	(489)	(751)	(1 261)
SOUS-TOTAUX	(4 498)	(5 098)	(9 377)
DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES			
stocks et encours	(108)	(262)	(401)
actif circulant	(11)	95	76
risques et charges	115	(451)	(1 120)
SOUS-TOTAUX	(4)	(618)	(1 445)
TOTAUX DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(4 502)	(5 716)	(10 823)

4.2 Stocks et travaux en cours

(en milliers d'euros)	30/06/2020			30/06/2019	31/12/2019
	Valeurs brutes	Pertes de valeurs	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Matières premières	20 595	(4 619)	15 976	12 650	12 655
Encours de production	7 046	-	7 046	5 890	6 165
Produits intermédiaires et finis	1 949	(499)	1 450	2 054	2 176
STOCKS ET ENCOURS	29 590	(5 118)	24 472	20 593	20 996

4.3 Clients, actifs et passifs sur contrats

Les créances clients sont des créances facturées donnant droit certain à un paiement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent aux contrats en cours dont la valeur des actifs créés excède les avances reçues. Les passifs sur contrats correspondent à l'ensemble des contrats dans une situation où les actifs (créances à l'avancement) sont inférieurs aux passifs (avances reçues des clients et produits différés enregistrés quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date). Ces rubriques découlent de l'application de la norme IFRS 15.

Le carnet de commandes (chiffre d'affaires restant à comptabiliser) est indiqué par pôle en note 3.1.

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Créances clients	15 470	29 607	25 136
Pertes de valeurs	(1 605)	(1 556)	(1 594)
CLIENTS, VALEURS NETTES	13 864	28 052	23 542

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Travaux en cours (A)	1 702	841	1 380
Créances à l'avancement (B)	77 768	66 544	60 177
Acomptes reçus (C)	39 162	28 408	26 355
Produits différés (D)	21	-	-
ACTIFS SUR CONTRATS (A)+(B)-(C)-(D)	40 287	38 977	35 202

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Travaux en cours (A)	605	217	478
Créances à l'avancement (B)	834	1 634	6 014
Acomptes reçus (C)	3 473	12 349	12 201
Produits différés (D)	9 248	3 928	5 837
Autres dettes (E)	463	2 149	1 026
PASSIFS SUR CONTRATS -(A)-(B)+(C)+(D)+(E)	11 744	16 575	12 571

4.4 Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Avances et acomptes versés	2 994	-	2 994	2 930
Débiteurs divers	658	(27)	631	1 545
Créances sociales et fiscales	5 183	-	5 183	3 885
Comptes courants débiteurs	-	-	-	3
Charges constatées d'avance	1 096	-	1 096	768
TOTAUX AUTRES DÉBITEURS COURANTS	9 932	(27)	9 905	9 132

4.5 Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Fournisseurs	23 705	23 277
Fournisseurs d'immobilisations	-	-
TOTAUX FOURNISSEURS	23 705	23 277
Avances et acomptes reçus	1	1
Dettes sociales	12 398	9 016
Dettes fiscales	9 354	8 883
Dettes diverses	400	227
Produits différés relatifs au Crédit d'Impôt Recherche	5 139	4 838
TOTAUX DES AUTRES PASSIFS COURANTS	27 291	22 965

Les produits différés correspondent à du crédit d'impôt recherche qui sera constaté en résultat au fur et à mesure de l'amortissement des actifs correspondant.

4.6 Synthèse des contrats de location

Les contrats de location retraités selon IFRS 16 ont une valeur totale de 8,7 millions d'euros au bilan et un impact très limité au compte de résultat en net part du groupe (11 milliers d'euros). Depuis le 1^{er} janvier 2019, la nature des charges liées à ces contrats de location a changé puisque l'application d'IFRS 16 a remplacé la comptabilisation sur une base linéaire des charges au titre des contrats de location simple par une charge d'amortissement pour les actifs « droit d'utilisation » s'élevant à 906 milliers d'euros (dont 25 milliers d'euros relatifs aux contrats de location financement qui étaient valorisés en application d'IAS 17) et par une charge d'intérêt pour les passifs liés aux contrats de location s'élevant à 71 milliers d'euros au 30 juin 2020.

Les impacts d'IFRS 16 sur les comptes du semestre sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Immobilier	Autres actifs corporels	Paiements constatés d'avance	Totaux nets à l'actif	Dettes de loyer au passif
AU 1^{ER} JANVIER 2020	9 285	334	(186)	9 432	9 652
Nouveaux contrats	158	36		195	194
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Amortissement des droits d'utilisation	(783)	(123)		(906)	
Charges d'intérêts					51
Variation des intérêts courus					(1)
Paiements (charges de loyers annulées)			(4)	(4)	(951)
Sorties	-	(2)		(2)	
Ecart de conversion	-	-	-	-	(0)
AU 30 JUIN 2020	8 661	244	(191)	8 714	8 944
					dont dettes de loyers à moins d'un an 1 683
					dont dettes de loyers à plus d'un an 7 261

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectifs

	30/06/2019	30/06/2019	31/12/2019
Effectif total fin de période	660	626	640
Effectif moyen	658	625	625

5.2 Provisions pour retraites et engagements assimilés

Les provisions à long terme concernent uniquement les indemnités de départ en retraite pour 5 113 milliers d'euros. Pour ce semestre, les hypothèses retenues sont les mêmes qu'au 31 décembre 2019 hormis le taux d'actualisation qui est passé de 0,77% à 0,74%. L'impact constaté sur les capitaux propres de la période, en raison de cette diminution de taux, s'élève à 160 milliers d'euros (SORIE).

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 Ecart d'acquisition

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
VALEURS NETTES		
AU 1^{ER} JANVIER	17 079	17 079
Acquisitions	-	-
Sorties	-	-
AU 30 JUIN	17 079	17 079
<i>Dont dépréciations cumulées</i>	<i>498</i>	<i>498</i>
<i>Dont Aérospatial</i>	<i>3%</i>	<i>3%</i>
<i>Dont Robotique</i>	<i>97%</i>	<i>97%</i>

6.2 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Projets de développements	Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES					
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	51 422	8 709	10 710	32	70 874
Acquisitions	3 231	4 238	43	150	7 662
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	(21)	-	(21)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Effet des variations de change	6	-	-	-	6
AU 30 JUIN 2020	54 660	12 947	10 732	182	78 521
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS					
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	33 301	7 216	9 178	-	49 695
Dotations aux amortissements	1 925	489	290	-	2 704
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	1 652	-	-	-	1 652
Sorties	-	-	(21)	-	(21)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Effet des variations de change	6	-	-	-	6
AU 30 JUIN 2020	36 884	7 705	9 447	-	54 036
VALEURS NETTES					
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	18 122	1 493	1 532	32	21 179
AU 30 JUIN 2020	17 776	5 242	1 285	182	24 485

Les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation selon les modalités indiquées en note 6.4. Au premier semestre des pertes de valeur de R&D ont été constatées à hauteur de 1,65 million d'euros, elles apparaissent au compte de résultat au sein des « autres éléments du résultat opérationnel ».

6.3 Immobilisations corporelles et immeubles de placement

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Agencements et matériels	Droits d'utilisation – immobilier	Droits d'utilisation – autres actifs	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES						
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	10 059	18 125	10 612	608	344	39 747
Acquisitions	72	369	158	36	615	1 250
Variations de périmètre	-	(7)	-	-	-	(7)
Sorties	-	(61)	-	(63)	-	(124)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Effet des variations de change	-	(5)	-	-	-	(5)
AU 30 JUIN 2020	10 131	18 419	10 771	581	958	40 860
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS						
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	4 907	14 208	1 327	274	-	20 716
Dotations aux amortissements	224	676	783	123	-	1 807
Variations de périmètre	-	(7)	-	-	-	(7)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	(61)	-	(60)	-	(121)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Effets des variations de change	-	(2)	-	-	-	(2)
AU 30 JUIN 2020	5 131	14 813	2 110	337	-	22 391
VALEURS NETTES						
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	5 153	3 917	9 285	334	344	19 032
AU 30 JUIN 2020	5 000	3 606	8 661	244	958	18 469

6.4 Pertes de valeurs sur actifs immobilisés

Modalités des tests de perte de valeur

Les actifs non courants ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation à chaque arrêté. Les actifs non courants amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. L'apparition de facteurs de pertes de valeur propres à certains actifs autres que des écarts d'acquisition et notamment les actifs de R&D peut être de nature à motiver un test et justifier une dépréciation de ces actifs indépendamment du test de dépréciation de l'UGT à laquelle ils étaient jusque-là rattachés. Ces facteurs de pertes de valeurs peuvent être liés soit à des facteurs internes (par exemple, évolution de l'appréciation de la direction de la capacité de mener un projet de R&D à son terme ou du niveau des coûts nécessaires pour cela) soit à des événements externes (par exemple, évolution des perspectives commerciales liées). La somme de ces facteurs influe sur l'appréciation de la direction, actif par actif, de l'existence d'avantages économiques futurs ou du niveau de ces avantages économiques futurs. Pour les actifs ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque arrêté.

Au premier semestre 2020 est survenue la crise sanitaire liée à la Covid 19. Cette crise a eu un impact extrêmement significatif sur l'ensemble des activités économiques. Cet impact a pesé sur le deuxième trimestre mais les répercussions sur l'économie vont être de long terme. Dans ce contexte, le Groupe a réalisé avec attention et prudence des tests de dépréciation sur l'ensemble de ses actifs.

Ainsi, la réalisation de tests de dépréciation sur l'ensemble des actifs incorporels et corporels a conduit à constater des pertes de valeur concernant des projets de R&D pour 1 652 milliers d'euros. Ces pertes de valeur sont constatées au sein des autres éléments du résultat opérationnel

Aux fins de l'évaluation d'éventuelles dépréciations des actifs non amortis (écarts d'acquisition), les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable d'une UGT.

La valeur recouvrable des UGT est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital (CMPC) calculé avec le taux des OAT à 10 ans (taux sans risque, -0,01 %), une prime de risque de marché et un β calculé en fonction du cours de l'action de la Société et de l'évolution de l'indice ENT Tech 40. Les flux après impôts sont projetés de manière prudente sur la période de prévision de l'activité concernée (six ans) à laquelle s'ajoute une valeur extrapolée et une valeur terminale avec une hypothèse de croissance de 1,5 %.

Les hypothèses opérationnelles clés retenues prennent en compte, très essentiellement pour l'UGT Aérospatial, des hypothèses de niveau d'activité plus faibles que lors des tests précédents pour les 2 premières années, en conséquence de la crise sanitaire. Les primes de risque n'ont en revanche pas été modifiées.

Le taux d'actualisation utilisé est de 6,71 % hors prime de risque spécifique pour les chacune des UGT. Les tests réalisés prennent en compte la mesure de la sensibilité des hypothèses clés (y compris opérationnelles) utilisées pour le calcul de la valeur recouvrable (taux d'actualisation de +/- 1,0 point, taux de croissance à l'infini de - 1,0 point, EBITDA de - 1,0 point). Ces mesures de sensibilité sont identiques pour chacune des UGT mais pratiquées sur des plages plus larges que lors des tests précédents.

Il n'a pas été constaté de pertes de valeur des écarts d'acquisition. Le management estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pour le calcul de la valeur recouvrable ne pourrait conduire à ce que la valeur comptable d'une UGT soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Les UGT et les taux d'actualisation retenus sont donc les suivants :

UGT	Écarts d'acquisition	Taux d'actualisation, incluant des primes de risques
Aérospatial	444	8,7 %
Robotique	16 635	9,2 %
TOTAL	17 079	

NOTE 7 DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	Note	Ouverture	Mouvts de périmètre	Variation exercice	Autres movvts ⁽¹⁾	Écarts de conversion	CLÔTURE
Stocks nets		20 996	-	3 476	-	-	24 472
Clients nets		23 542	-	(9 692)	16	(1)	13 864
Actifs sur contrats		35 202	-	5 084	-	-	40 287
Avances et acomptes		2 930	-	63	1	-	2 994
Charges constatées d'avance		768	-	328	-	-	1 096
SOUS-TOTAUX	A	83 438	-	(741)	17	(1)	82 713
Dettes fournisseurs		23 277	-	427	1	-	23 705
Passifs sur contrats		12 571	-	(827)	-	-	11 744
Avances et acomptes		1	-	(16)	16	-	1
Produits constatés d'avance		270	-	68	-	-	338
SOUS-TOTAUX	B	36 119	-	(348)	17	-	35 788
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	C = A - B	47 319	-	(393)	-	(1)	46 925
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats		1 493	-	3 749	-	-	5 242
Créances fiscales et sociales		19 557	-	(213)	24	-	19 368
Comptes courants débiteurs		3	-	(3)	-	-	-
Débiteurs divers		1 541	-	(910)	-	-	631
SOUS-TOTAUX	D	22 594	-	2 623	24	-	25 241
Dettes fiscales et sociales		18 019	-	3 708	24	-	21 752
Dettes diverses et instruments dérivés ⁽¹⁾		1 008	-	160	72	4	1 244
Produits constatés d'avance CIR et subventions		4 568	-	232	-	-	4 800
SOUS-TOTAUX	E	23 596	-	4 100	96	4	27 796
AUTRES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	F = D - E	(1 002)	-	(1 477)	(72)	(4)	(2 555)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	G = C + F	46 318	-	(1 871)	(72)	(5)	44 370

⁽¹⁾ La colonne « Autres mouvements » concerne des flux qui n'ont pas touché le résultat des activités poursuivies ni généré de mouvement de trésorerie

NOTE 8 FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Endettement financier brut

Au premier semestre, de nouveaux emprunts ont été souscrits pour 10,2 millions d'euros :

- les filiales ECA AUTOMATION, ECA AEROSPACE, ECA FAROS, ECA ROBOTICS et MAURIC ont bénéficié de 9,7 millions d'euros de Prêts Garantis par l'Etat (PGE) ;
- un tirage de 0,5 million d'euros a été effectué au titre d'un emprunt immobilier contractualisé en 2019 pour 3,6 millions d'euros et désormais tiré en cumulé pour 1,2 million d'euros.

L'utilisation des lignes de crédit renouvelables disponibles a augmenté de 2 millions d'euros au premier semestre, de la façon suivante :

- ECA dispose de deux lignes de crédit de 10 et 15 millions d'euros. Elles étaient utilisées au 31 décembre 2019 à hauteur de 11,5 millions d'euros, elles sont utilisées au 30 juin 2020 à hauteur de 14,0 millions d'euros (augmentation de 2,5 millions d'euros) ;
- ECA ROBOTICS, filiale d'ECA, dispose d'une nouvelle ligne de crédit de 15 millions d'euros. Elle était utilisée à hauteur de 3 millions d'euros au 31 décembre 2019, elle est utilisée au 30 juin 2020 à hauteur de 2,5 millions d'euros (diminution de 0,5 million d'euros).

Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières diverses	DETTES FINANCIERES	Concours bancaires courants	ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (2)
AU 1^{ER} JANVIER 2020	21 189	1 105	22 294	16	22 310
Emission/souscription de nouveaux emprunts	12 684	107	12 791	12	12 803
Remboursements	(867)	(15)	(882)	(16)	(898)
Autres variations (1)	4	-	4	-	4
Entrées/sorties de périmètre	-	-	-	-	-
Effet des variations de change	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2020	33 010	1 197	34 207	12	34 219

(1) Variations sans impact sur la trésorerie, liées aux taux d'intérêt effectifs et aux intérêts courus des emprunts.

(2) N'inclut pas la dette de loyers calculée selon IFRS 16.

Échéancier des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	30/06/2020	Ventilation des échéances à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	33 010	27 685	5 320	1 528	1 223	836	679	1 048
Autres dettes financières diverses	1 197	121	1 081	112	128	108	161	573
ENDETTEMENT FINANCIER HORS CONCOURS BANCAIRES COURANTS	34 207	27 811	6 396	1 640	1 351	945	841	1 621
Concours bancaires courants	12	12	-	-	-	-	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	34 219	27 823	6 396	1 640	1 351	945	841	1 621

Les « autres dettes financières diverses » incluent les avances remboursables encaissées par le Groupe au titre de la recherche et développement notamment. Ces avances peuvent ne pas être remboursées ou seulement partiellement en fonction du succès des opérations qui ont justifié leur octroi.

Les dettes à moins d'un an incluent 16,5 millions d'euros de tirages renouvelables effectués dans le cadre de lignes de crédit confirmées. Ils incluent également 9,7 millions d'euros de Prêts Garantis par l'Etat qui pourraient finalement être amortis sur une durée de 5 ans.

8.2 Trésorerie et dette nette

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
TRÉSORERIE DISPONIBLE (A)	24 572	15 667
Concours bancaires courants (C)	-	16
Instruments financiers assimilables	12	16
TRÉSORERIE (D) = (A) + (B) - (C)	24 560	15 667
Endettement financier (E)	34 207	22 294
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE (D) - (E)	(9 646)	(6 627)
Auto contrôle ECA	1 857	2 474
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE AJUSTÉE, AVANT IFRS 16	(7 789)	(4 153)

8.3 Dettes de loyers valorisées selon IFRS 16

Les dettes de loyers valorisées selon IFRS 16 ont varié comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	9 652
Nouveaux contrats de location	194
Remboursements	(901)
Autres variations ⁽¹⁾	(1)
Entrée/sortie de périmètre	-
Effet des variations de change	-
AU 30 JUIN 2020	8 944

⁽¹⁾ Variations sans impact sur la trésorerie, liées aux intérêts courus.

Échéancier de la dette de loyers

(en milliers d'euros)	30/06/2020	Dettes à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
DETTE DE LOYERS SELON IFRS 16	8 944	1 683	7 262	1 525	1 384	1 269	933	2 151

8.4 Instruments financiers dérivés

Les actionnaires minoritaires de MAURIC disposent d'options de vente exerçables dans le cadre d'un pacte d'actionnaires conclu en novembre 2016 et pendant une période de 10 ans. Ces options sont comptabilisées en « Autres passifs financiers » et valorisées à la juste valeur par capitaux propres.

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Résultat	Effet capitaux propres	Autres	Clôture
Option d'achat MAURIC	516	-	-	72	-	588

8.5 Participations dans les entreprises associées

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Résultat	Écarts de conversion	Autres	Clôture
1ROBOTICS	5	-	-	-	-	5

8.6 Titres de participation non consolidée

Le Groupe détient une participation de 4,02 % dans la société WANDERCRAFT. En 2019, et en application d'IFRS 9, les titres WANDERCRAFT ont été évalués à leur juste valeur par le biais du résultat, il n'a pas été identifié de variation de la juste valeur en 2020.

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Résultat	Effet capitaux propres	Autres	Clôture
WANDERCRAFT	1 496	-	-	-	-	1 496
Autres	27	-	-	-	-	27
TOTAUX	1 523	-	-	-	-	1 523

8.7 Charges et produits financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Intérêts et charges assimilées	(104)	(57)	(125)
Charges d'intérêts des dettes de loyer	(51)	(34)	(89)
Produits des autres valeurs mobilières	-	-	3
Résultat net sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	3	-
Coût de l'endettement financier net	(155)	(88)	(211)
Autres intérêts et produits assimilés	327	363	361
Différence nette de change	(5)	(37)	(53)
Dotations financières nettes des reprises	-	-	(177)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	167	238	(80)

NOTE 9 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

9.1 Détail des impôts sur les résultats

Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Impôts différés	(192)	265	739
Impôts exigibles	(440)	(982)	(1 994)
CHARGE D'IMPÔT	(632)	(717)	(1 255)

La charge d'impôt n'inclut pas le Crédit Impôt Recherche (CIR) ni le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), classés en « Autres produits de l'activité ». Elle inclut en revanche la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Dettes et créances d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Créance d'impôt	14 184	15 672
Impôt exigible	-	(121)
CRÉANCE / (DETTE) D'IMPÔT NETTE	14 184	15 551

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de Crédit d'Impôt Recherche et de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui n'ont pas pu être imputées sur de l'impôt à payer.

9.2 Impôts différés

Ventilation des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
DIFFÉRENCES TEMPORELLES		
Retraites et prestations assimilées	1 108	1 134
Frais de développement	(3 768)	(3 688)
Subvention	(38)	(23)
Contrats de location et location-financement	64	61
Juste valeur – IFRS 3	(3)	(6)
Autres	(106)	109
SOUS-TOTAUX	(2 743)	(2 412)
Décalages temporaires	299	342
Déficits reportables	4 853	4 715
CVAE	(5)	(10)
TOTAUX	2 404	2 635
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF	-	-
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF	2 404	2 636

Des impôts différés actifs sont reconnus au titre des déficits reportables si les déficits reportables peuvent être compensés avec l'existence d'impôts différés passifs et ensuite en fonction de perspectives raisonnables d'imputation sur des bénéfices futurs dans un horizon de 3 ans. 49% des impôts différés actifs constatés au titre des déficits reportables le sont du fait de l'existence d'impôts différés passifs.

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

10.1 Capitaux propres

Au 30 juin 2020, le capital social de ECA SA s'élève à 4 428 956,50 €, constitué de 8 857 913 actions de 0,5 euro de nominal chacune, totalement libérées.

Un dividende de 0,40 euro par action a été décidé en Assemblée générale et versé en juin 2020 pour un total de 3 513 milliers d'euros.

Répartition du capital

	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽¹⁾	% droits de vote exerçables en AG	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽¹⁾	% droits de vote exerçables en AG
GROUPE GORGÉ	5 727 079	64,65%	11 141 391	77,80%	5 511 312	62,22 %	10 925 624	76,44 %
Auto-détention	76 740	0,87 %	-	-	75 897	0,86 %	-	-
Public	3 037 747	34,29%	3 146 608	21,97%	3 253 369	36,73 %	3 333 333	23,32 %
...dont salariés (FCPE)	16 347	0,18 %	32 694	0,23%	17 335	0,20 %	34 670	0,24 %
TOTAUX	8 857 913	100 %	14 320 693	100 %	8 857 913	100 %	14 309 173	100 %

⁽¹⁾ Les droits de vote exerçables en AG excluent les titres détenus en auto-détention. Le nombre de droits de vote théoriques peut être obtenu en additionnant le nombre de droits de vote exerçables en AG et le nombre de titres détenus en auto-détention.

Le 25 mars 2019 la société FINANCIERE ARBEVEL, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5% du capital et détenir à cette date 445 157 actions ECA.

La détention par GROUPE GORGÉ a augmenté au premier semestre 2020 du fait de l'acquisition de titres sur le marché par GROUPE GORGÉ.

10.2 Résultat par action

	30/06/2020	30/06/2019	31/12/2019
Nombre moyen pondéré d'actions	8 781 173	8 781 765	8 782 016
Dividende par action versé au titre de l'exercice (en euros)	-	-	0,40
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)	(0,170)	0,365	0,92
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (en euros)	(0,170)	0,365	0,92
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	8 781 173	8 781 765	8 782 016
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ (en euros)	(0,170)	0,365	0,92
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (en euros)	(0,170)	0,365	0,92

NOTE 11 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Provisions à court terme (en milliers d'euros)	Litiges	Garanties données aux clients	Pertes à terminaison	Amendes et pénalités	Autres	TOTAUX
AU 1 ^{ER} JANVIER 2020	648	773	704	730	581	3 435
Dotations (+)	238	326	60	-	6	630
Utilisations (-)	(170)	(64)	(41)	-	-	(274)
Reprises (-)	(352)	(270)	(32)	-	-	(655)
IMPACT SUR LE RÉSULTAT DE PÉRIODE	(284)	(8)	(14)	-	6	(299)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	70	(70)	-
Effet des variations de change	-	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 20	364	765	690	800	517	3 136

NOTE 12 TRANSACTIONS RÉALISÉES AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants de GROUPE GORGÉ ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

en milliers d'euros, dans les comptes du groupe	GUILLERME SAS	GROUPE GORGÉ	FILIALES de GROUPE GORGÉ	ADMINISTRATEUR
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires		-	-	-
Autres produits	-	-	-	-
Achats et charges externes	(176)	(511)	(108)	-
Charges de personnel	(25)	-	-	(102)
Bilan				
Créances clients	-	-	46	-
Dettes fournisseurs	73	613	96	-
Dividendes à payer	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Dépôts de garantie reçus	-	-	-	-

Par ailleurs, ECA SA a versé son dividende en juin 2020, dont 2 291 milliers d'euros au profit de GROUPE GORGÉ.

GROUPE GORGÉ est la société actionnaire principal d'ECA SA à hauteur de 64,65 %. Elle est présidée par Raphaël GORGÉ, président d'ECA SA.

NOTE 13 AUTRES NOTES

13.1 Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2019 n'ont pas évolué de façon significative.

13.2 Faits exceptionnels et litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

Aucune évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019.

13.3 Événements postérieurs

Il n'y a pas d'autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2020 et la date du Conseil d'administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés.

NOTE 14 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Sociétés	Société mère	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
	au 30 juin 2020	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Société consolidante							
ECA		Top	Top	Top	Top	IG	IG
Structure							
ECA DÉVELOPPEMENT ⁽¹⁾	ECA	100	100	100	100	IG	IG
Aerospace							
ECA AEROSPACE	ECA	100	100	100	100	IG	IG
ECA AUTOMATION	ECA AEROSPACE	100	100	100	100	IG	IG
Robotique							
ECA DYNAMICS ⁽¹⁾	ECA	51	51	51	51	IG	IG
ECA FAROS ⁽²⁾	ECA	-	100	-	100	-	IG
ECA ROBOTICS	ECA	100	100	100	100	IG	IG
ECA ROBOTICS BELGIUM	ECA ROBOTICS	100	100	100	100	IG	IG
ECA GROUP ASIA (Singapour)	ECA	100	100	100	100	IG	IG
MAURIC	ECA	60,06	60,06	60,06	60,06	IG	IG
MAURIC BELGIUM ⁽³⁾	MAURIC	100	-	60,06	-	IG	-
OK18 SYSTEMS ⁽¹⁾ (États-Unis)	ECA	100	100	100	100	IG	IG
TRITON IMAGING (États-Unis) ⁽¹⁾	ECA	100	100	100	100	IG	IG
1ROBOTICS (États-Unis) ⁽¹⁾	ECA	29,89	29,89	81	81	MEQ	MEQ

⁽¹⁾ Sociétés sans activité.

⁽²⁾ ECA FAROS a fusionné avec ECA ROBOTICS en date du 3 juin 2020.

⁽³⁾ Création en avril 2020.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

RSM PARIS

26 rue Cambacérés
75008 Paris

Aux Actionnaires,

ECA SA

262, rue des Frères Lumières
83130 La Garde

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

-l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ECA, relatifs à la période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020., tels qu'ils sont joints au présent rapport;

-la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 21 septembre 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 23 septembre 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

David Clairotte

RSM PARIS

Stéphane Marie

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guenaël GUILLERME, Directeur Général